

**TRANSFORMATIONS SOCIALES ET MARCHÉ DU TRAVAIL
DANS LA RÉGION DU PROGRAMME GRANDE CARAJAS***

Edna CASTRO**

INTRODUCTION

Il s'est écoulé presque une décennie depuis le début de la mise en place, en 1985, des plus grands projets industriels du Programme Grande Carajas (PGC) en Amazonie, et l'on constate qu'ils ont provoqué des changements sociaux et économiques importants notamment dans les rapports au travail¹. Les modifications dans ce domaine se sont aussi traduites par la restructuration des modes de vie locale et donc sur l'articulation entre les champs du travail et du hors travail.

* Ce texte présente quelques éléments de réflexion formulés à partir d'une recherche réalisée dont les résultats sont présentés dans le Rapport de Recherche «Exploração Mineral na Amazônia e Transformação nas Relações de Trabalho» (UFPA/NAEA :1991). Il a été exposé au Séminaire «Recherches en Amazonie : Environnement et Développement». Il a été déposé au Séminaire «Recherches en Amazonie : Environnement et Développement», co-organisé par l'ORSTOM, le CRBC et l'Université de Nanterre, en avril 1993.

** Professeur à l'Université Fédérale du Pará, Département de Sciences Socio-Politiques et Centre des Hautes Etudes Amazoniennes

¹. La littérature concernant l'Amazonie et plus particulièrement le PGC a laissé de côté ce type d'analyse, alors que c'est peut-être elle qui nous permettrait d'appréhender la nature de ces processus sociaux. La plupart des analyses sur les effets sociaux du PGC produites soit par la recherche soit par le milieu syndical, essaient d'interroger le processus de développement qui se fait de manière inégale et contradictoire ; ce qui renvoie aux politiques gouvernementales.

Prendre conscience des processus en cours signifie d'identifier les ruptures possibles dans les formes traditionnelles de production, mais aussi de s'interroger sur les nouvelles technologies, les procès de travail qui se mettent en place et la construction par les travailleurs des stratégies de mise au travail. Dans cet article j'essaierai de mettre en place cette problématique à partir de deux questions centrales. La première fait référence à la nature actuelle du marché du travail, c'est-à-dire à sa dynamique et aux formes de régulations qui se produisent par l'action des différents acteurs ; la seconde porte sur le caractère «modernisateur» que le PGC a privilégié.

Depuis les années 60 les activités agro-pastorales et d'extraction du bois dans cette région, accompagnées d'un processus vigoureux d'expropriation, ont défini les bases de la constitution du marché du travail salarié. Ce sont des travailleurs des deux sexes, essentiellement des jeunes, qui représentent aujourd'hui la force de travail. Néanmoins, le profil des activités qui se développent montre que c'est plutôt vers la demande de main-d'œuvre masculine que le marché s'organise ; celle-ci se partage entre les activités de scierie, du bâtiment et travaux publics, du travail temporaire dans les *fazendas*, où l'on extrait le bois et où se pratique le *garimpo*¹, sans oublier, de nos jours, les activités sidérurgiques. Les femmes sont embauchées dans des activités du secteur tertiaire ou bien travaillent pour leur propre compte dans des activités informelles (vendeuses et laveuses, par exemple).

Il faut tenir compte des particularités de ce marché du travail. D'abord, il s'agit d'une région de frontière industrielle², qui se caractérise par de nouvelles technologies et formes de mise au travail ; ce qui provoque des processus de recomposition sociale et politique originaux.

¹. Le terme *garimpo* sert à caractériser l'activité d'extraction et de lavage des minerais comme l'or, par exemple. Elle se réalise sous la forme de mines «à ciel ouvert» avec utilisation de technologies artisanales. Elle est associée à des processus de concentration et d'expropriation de la terre ; elle constitue une «alternative» de travail pour des milliers de travailleurs qui tournent entre le *garimpo*, les scieries et les activités agricoles.

². La notion de frontière a surtout été utilisée dans les débats sur les rapports sociaux et politiques en milieu rural. (*fronteira agrícola*). Dans ce texte on l'utilise pour désigner l'espace où les rapports sociaux (dans le travail et dans le hors travail) sont bouleversés par la présence de multiples acteurs et de nouveaux procès industriels.

De plus, ce marché évolue en raison de la forte présence de l'Etat —par le biais du PGC — et des intérêts des entreprises qui s'installent et qui interfèrent sur sa régulation. Quelles pratiques sont mises en place par les entreprises pour répondre à leurs besoins d'embauche ? Ces pratiques sont-elles passagères ou bien déjà présentes dans l'ensemble des règles formelles ou informelles et dans quel marché ? Bien que je sois convaincue de l'importance des pratiques non institutionnalisées qui fonctionnent dans des réseaux informels, je ne peux pas nier l'existence d'une régulation institutionnelle, produite par l'action des entreprises qui se manifestent sur ce marché et qui essaient de l'organiser un minimum. Dans ce cadre, les questions qui m'intéressent sont celles des politiques de recrutement des entreprises, afin de comprendre comment les grilles d'embauche qu'elles utilisent sont à l'origine des nouvelles formes de régulation à l'intérieur de ce marché.

Les observations de terrain concernent quelques villes qui ont subi de près l'impact des projets industriels du Programme Grande Carajas, comme c'est le cas de Maraba, et de Parauapebas dans l'état du Para et de Açailandia dans l'état du Maranhão, espaces redécoupés de façon significative par les «incitations fiscales» de la Surintendance du Développement de l'Amazonie (SUDAM), et qui se destinaient à l'exploitation du bois et du bétail, depuis la fin des années 60. Il s'agit d'une région de pénétration de l'immigration puisqu'elle est traversée par les *rodovias* (routes) Transamazonica (transamazonienne), Belém-Brasilia, PA 70, Para-Maranhão, et par les chemins de fer Carajas et Norte-Sul. Ces villes se sont développées parallèlement à l'accroissement des latifundia et à l'augmentation des pressions sur la petite production. Mais elles révèlent aussi des initiatives de luttes politiques diversifiées de plusieurs groupes —notamment paysans— qui ont dû affronter, à plusieurs reprises l'Etat, des entreprises publiques ainsi que des grands propriétaires³. Malgré toutes ces luttes, on ne peut nier que la mise en place du marché du travail à Açailandia, Maraba et dans d'autres communes de la «pré-Amazonie maranhense» et du sud du Para est en partie le résultat de la désagrégation de la petite production.

³. L'enjeu, la lutte pour le droit à la terre, c'est donc de reproduire les modes de vie et de travail paysans. S'agissant de l'organisation et de la direction politiques, ils ont développé des structures diversifiées dont les Syndicats de Travailleurs Ruraux, qui ont joué un rôle très important en faisant pression sur l'Etat, de façon à garantir le droit à la terre aux familles paysannes.

I. INDUSTRIALISATION ET REGIME SALARIAL.

Pour comprendre le système salarial dans le cadre d'une frontière industrielle, il nous faut questionner les structures productives qui y sont implantées. En ce sens, j'ai essayé d'identifier les acteurs et les agents qui interviennent dans la région de Carajas, en tenant compte du fait qu'il s'agissait d'une région où le travail autonome basé sur la famille, ainsi que les formes de rémunération irrégulières y étaient encore prédominants. L'exploitation de base d'extraction végétale (les scieries) et minérale (les usines), tournée vers le marché extérieur, a révolutionné cette structure productive et organisé le marché du travail de façon différenciée. Les entreprises, en s'implantant avec une relative concentration géographique et en un temps réduit ont également concentré les impacts économiques et sociaux.

Les nouveaux systèmes de travail exigeant une diversification dans la structure productive et dans le profil d'occupation, ont renforcé la prédominance du régime salarial. D'autres formes de régulation du marché sont mises en place pour accélérer le processus de salarisation. On est donc au cœur du débat sur les rapports entre l'industrialisation dans une zone frontière et la dynamique du marché lui-même.

Les observations montrent, dans un premier temps, une orientation des travailleurs vers des emplois sur le marché formel. Il s'agit aussi d'occasions de changements migratoires, voire de décisions de modifier des trajectoires de vie et de donner la priorité au choix de se fixer dans des zones urbaines proches d'entreprises qui proposent une embauche importante et régulière. Des villes comme Maraba, Parauapabas et Açailandia représentent ces situations.

Les villes étudiées se situent parmi celles qui ont le taux le plus élevé d'accroissement de population, parmi les zones de frontière économique. On a constaté un profond bouleversement du point de vue de l'usage de l'espace et de la concurrence que cette situation entraînait. Dans ce sens, la vie quotidienne et les modes de vie ont beaucoup changé. Les travailleurs et leur famille ont été soumis à de nouvelles contraintes (objectives et subjectives) comme, par exemple, celles qui concernent l'impossibilité de reproduire le mode de vie paysan.

Activités productives : bois, bâtiment et travaux publics

L'intense mobilisation de main-d'œuvre vers cette région est antérieure aux projets minéraux. Dès la fin des années 60, il y a eu de forts flux migratoires constitués surtout par des paysans expulsés de la terre d'autres régions du pays. Les programmes de colonisation ont eu une place spéciale dans ce contexte migratoire. En plus, la stimulation des incitations fiscales envers les entreprises a facilité une expansion spatiale vers le nord des entreprises localisées, par exemple, au sud du pays. Ces investissements ont bien sûr contribué au développement du marché du travail.

Les scieries ont joué un rôle important dans la constitution du marché et elles représentent, pour beaucoup de travailleurs, la première étape d'une trajectoire de travail salarié. Elles contribuent ainsi à former une première génération d'ouvriers. Un marché du travail s'est organisé qui sert, d'ailleurs, d'aide à l'emploi auprès d'agences de recrutement pour d'autres communes, comme c'est le cas par exemple de la commune de Paragominas où de nombreuses scieries sont concentrées.

Cette force de travail est également recrutée par les usines sidérurgiques qui se sont installées en 1988 à Marabá et dans le Distrito Industrial de Piquia, qui se trouve à vingt kilomètres de la ville d'Açailândia. Les ouvriers font alors l'expérience de l'usine et des procédés techniques, avec un apprentissage sur le tas. L'implantation de scieries a renforcé la distribution spatiale des communes de Paragominas, Marabá, São Félix do Araguaia, Conceição do Araguaia, Itupiranga, Açailândia qui se sont transformées rapidement en lieux d'importante concentration urbaine et en un «couloir» par lequel passent les migrants en quête de travail, que ce soit dans le secteur formel ou dans le travail autonome, dans les zones urbaines ou vers les terres.

Durant cette même période, surgissent dans des villes du Maranhão, telles que Rosario, Caxias, Codo, Coroata, Bacabal, Santa Inês, Santa Luzia et Imperatriz un nombre significatif d'entreprises industrielles qui représentent, si on les ajoute à celles de São Luis datant de la même période, 768 nouvelles entreprises.

A la fin des années 70, débute la phase des grands chantiers avec la construction de routes, de chemins de fer, d'aéroports, de centres

urbains, de districts et de parcs industriels, de terminaux pour l'approvisionnement de dérivés du pétrole et d'usines hydroélectriques. Un mouvement incessant de recrutement de travailleurs s'organise alors. Lors de la construction du Projet Ferro Carajas, les entreprises de sous-traitance, contractées par la *Companhia Vale do Rio Doce* (CVRD) comptaient en 1980, 8.083 travailleurs sur leurs chantiers ; en août 1982, 27.482. Dans les environs, les *garimpos*, comme à Serra Pelada ont atteint le nombre de 70.000 hommes, dont une partie venait du bâtiment et des travaux publics ; ils quittaient le *garimpo* assez fréquemment pour partir à la recherche d'un emploi sur les chantiers.

Les nombreux contrats dans le secteur du bâtiment ont poussé plusieurs entreprises à créer un espace particulier d'organisation du travail et de recrutement de la main-d'œuvre. Les pratiques concernant les contrats ont été homogénéisées, en s'alignant sur les règles établies par les principales entreprises, comme Eletronorte qui construisait l'usine hydroélectrique de Tucuruí et la CVRD qui mettait en place son Projet Ferro Carajas. L'arrivée massive d'entreprises et leur organisation sur place exigeait l'établissement de règles concernant l'embauche et l'usage de la force de travail qui, bien sûr, pouvaient tenir lieu de normes sur ce marché. On peut donc conclure que la réorientation du recrutement répondait à un objectif de fonctionnement de l'entreprise et, par là même, imposait son modèle de recrutement et d'embauche de la main-d'œuvre.

Le Programme Grande Carajas

Un troisième groupe d'entreprises qui a joué un rôle important dans ce mouvement vers le salariat se trouve être le secteur «minéral-métallurgique» qui obtient, dans le Programme *Grande Carajas*, l'appui officiel de l'Etat⁴. Il représente un modèle d'intervention —en tant qu'ensemble de projets intégré— dont la conception renvoie à deux objectifs ; articuler les stratégies de l'Etat à celles des entreprises, d'une part, lier de façon méthodique les activités du secteur primaire (mines, bois, élevage, agriculture et reboisement) à celles des systèmes industriels, d'autre part.

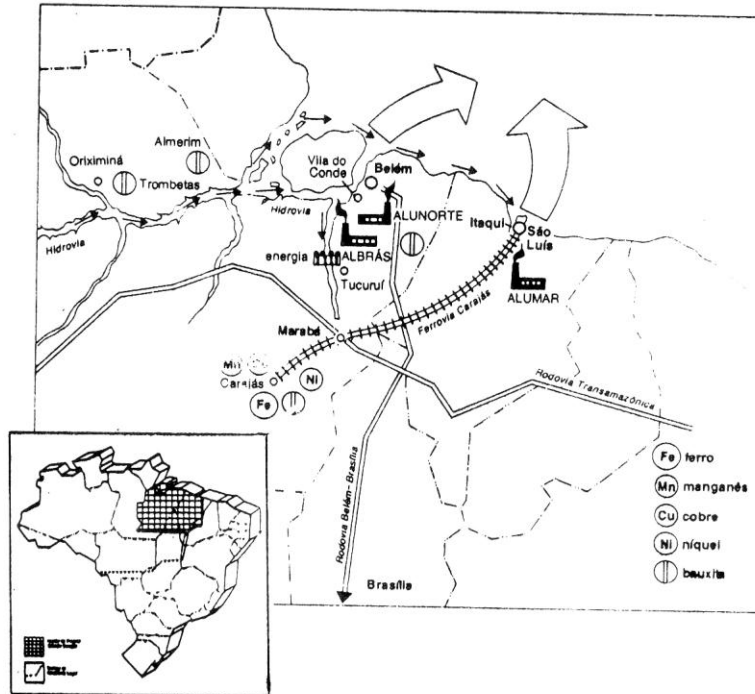
⁴. Le Programme Grande Carajas a été officialisé en 1980 par les Décrets-Lois n° 1.813 (24/11) et n° 1.825 (22/12).

De tous les programmes gouvernementaux montés en Amazonie, durant près de trois décennies, le *Grande Carajas* se distingue des autres parce qu'il a reçu le plus haut taux d'investissement de la région, sous des formes diverses d'apport de capitaux : d'Etat, publics-privés, nationaux et internationaux. C'est aussi le programme qui présente le plus grand déploiement territorial, atteignant son but de diversification sectorielle en sous-programmes et en projets. Contrairement aux politiques gouvernementales des années 60 et 70 dans cette région, qui donnaient la priorité à l'exploitation du bois et du bétail, dans les années 80, l'Etat va garantir les intérêts de l'entreprise industrielle. La découverte de richesses minérales accélère les négociations et l'acceptation des premiers projets industriels dans le secteur des minerais : Projeto Ferro Carajas (fer), Mineração Rio do Norte (bauxite), Albras e Alumar (aluminium-alumine), usines sidérurgiques destinées à la production de fonte et d'alliage, Projeto Manganês, Projeto Cobre, Projeto Ouro, entre autres.

Le chef de file des projets de l'exploitation des mines, qui est d'une certaine façon responsable de l'*assentamento* de la CVRD en Amazonie est le Projeto Ferro Carajas qui a commencé à fonctionner en 1985⁵. C'est un complexe industriel qui comprend : la mine (extraction et bonification du fer), le chemin de fer, qui parcourt 890 km en coupant le sud-est de l'état du Para, en direction de l'état du Maranhão et traverse ce dernier jusqu'à Sao Luis et le port où le minerai est déchargé afin d'être exporté vers le marché extérieur. Ce réseau installé, que ce soit sous forme de services productifs ou d'infrastructures urbaine et sociale (Nucleo Urbano do Carajas) profite également au fonctionnement d'autres projets de la CVRD, tels que ceux concernant le manganèse, le cuivre, l'or, etc., et matérialise ainsi les stratégies de diversification de l'entreprise, prévue dès les années 80.

⁵. Les mines de fer ont été estimées à environ 18 milliards de tonnes, ce qui correspondrait à 300 ans d'exploitation à ciel ouvert, selon des informations de la CVRD.

Carte : Localisation du PGC en Amazonie



Source : Becker B. et all. (1990).

La CVRD, en association avec la Nippon Amazon Aluminium Company (association de trente sidérurgies japonaises) entretient à Barcarena, proche de Belém, l'un des plus importants projets de minéral-métallurgie, Albras-Alunorte (aluminium). Bien qu'il existe une certaine similitude avec le Projet Ferro Carajas dans sa conception (fabrique, transport et activité portuaire, en plus du foyer urbain), il présente pourtant des différences significatives, quant au modèle de gestion, qui s'inspire du modèle japonais. Un autre projet mené au même moment est celui de la Alumar (alliance en «joint venture», formée d'ALCOA des Etats-Unis et de Billington Metal/SHELL), fabrique d'aluminium-alumine, localisée à São Luis et qui profite de la bauxite originaire de la

Mineração Rio do Norte, dans le Rio Trombetas dont la production a commencé en 1979.

Pour pouvoir répondre à la demande d'énergie venant des projets PGC, l'usine hydroélectrique de Tucuruí a été planifiée, de façon à garantir l'énergie bon marché destinée aux projets industriels⁶. Construite sur le fleuve Tocantins, elle est la première d'un ensemble d'usines hydroélectriques prévues par la politique du Secteur Electrique Brésilien (30 selon le Plan 2010) ; son coût est estimé à quatre milliards de dollars pour gérer environ 8.000 MW. Elle a commencé à fonctionner dès 1985.

Un autre élément qui attire d'emblée l'attention lorsque l'on se réfère au PGC, concerne son étendue géographique. Cet arbitrage de l'espace ainsi que l'action de l'Etat reprennent pourtant cette logique. Il se donne la possibilité d'intervention sur quelques 900.000 km², ce qui correspond à 10,6 % du territoire national (près de deux fois la superficie de la France) et qui inclut le sud et le sud-est de l'état du Para, le sud-ouest de l'état du Maranhão et le nord de l'état du Goiás, qui font toutefois partie de l'Amazonie légale, aire d'action de la SUDAM. Ce modèle d'expansion et de concentration des terres, représentatif des politiques de «développement à tout prix» de l'Amazonie dans les années 60/70, avait été très critiqué à cause de son coût social et écologique.

Cette course pour l'appropriation des ressources correspond à une nouvelle forme de mise en réserve ou de revendication des terres en Amazonie, en définissant «sur mesure» les priorités sectorielles pour l'investissement et, d'une certaine façon aussi les projets et les entreprises, sans perdre de vue qu'il faut également contrôler l'accès institutionnel à ces régions.

Les problèmes engendrés par les instances du pouvoir local et de l'Etat, surtout dans le Para, représentent de précieux révélateurs concernant les conflits qui touchent divers acteurs sociaux quant à la définition arbitraire de l'aire du PGC. La CVRD représente en effet l'instance décisionnelle la plus importante au sein du PGC et l'une des raisons de sa prédominance réside dans l'instabilité du pouvoir. La conjoncture révèle l'action autoritaire de l'Etat et une croissante bureaucratisation des rela-

⁶. Voir les analyses concernant les impacts sociaux sur les populations rurales et indiennes de : Mougeot : 1986 ; 1987 ; Castro : 1989 ; Magalhaes : 1988.

tions de pouvoir. Ceci par la création d'un pouvoir impersonnel sous la forme des grandes entreprises publiques —à l'instar de la CVRD— et privées qui ont exclu des décisions les gouverneurs des états fédérés et des municipalités. En dépit d'une dynamique politique régionale basée encore sur les oligarchies, la présence croissante de nouvelles entreprises appuyées par l'appareil fédéral allait, au bout d'un certain temps, influencer sur les structures anciennes de pouvoir, surtout dans les régions plus touchées par l'action de la modernisation économique⁷.

Cette intervention de l'ordre du politique s'étend dans les différentes sphères où se reconstruisent les relations de pouvoir, y compris le marché du travail. Comme n'importe quel marché c'est aussi un lieu d'échanges symboliques. Dans ce sens, les rapports sociaux de domination utilisent des caractéristiques sociales et culturelles présentes dans les groupes hétérogènes qui arrivent à la frontière —tel le rapport paternaliste— en construisant une dynamique qui influence la gestion du travail.

La CVRD, par exemple, est le principal employeur direct et aussi indirect par le biais des entreprises qui lui rendent service, dans le marché, ce qui lui confère une situation confortable à différents échelons de la société locale. L'enjeu principal est donc une nouvelle forme de régulation institutionnelle du marché, ceci parce qu'elle dicte des règles et qu'elle établit des modèles —de gestion de la main-d'œuvre, y compris de comportement, d'hygiène et de discipline— d'une rationalité et d'une «professionnalisation» qui seraient introduites depuis le recrutement réalisé par les entreprises de sous-traitance.

⁷. Les groupes familiaux ont pu cependant préserver une partie de leur espace en se limitant à des sphères qui, dans un premier moment, n'étaient pas nécessairement touchées par l'action «développementaliste» de l'état fédéral et du grand capital.

II. LE MARCHÉ DU TRAVAIL : POLITIQUES D'ENTREPRISE ET PRATIQUES DIFFÉRENCIEES.

De façon synthétique on peut souligner quelques aspects spécifiques de ce monde de travail bouleversé par ce mode d'intervention développementaliste.

1. la constitution de marchés différenciés, que nous analysons dans cette recherche à partir d'indicateurs sur la nature des emplois proposés, les modalités de recrutement, le salaire, la qualification et la stabilité ;

2. les multiples mouvements de fixation de la population ou d'incitations à retourner dans sa région d'origine, déterminés par les limites du marché. La précarité de l'emploi et, en conséquence, la qualité de vie dans les centres urbains qui a un impact immédiat sur la rotation et les trajectoires d'occupation des terres ;

3. les gestions d'entreprises complémentaires, qui permettent des combinaisons de marchés protégés (c'est le cas de la CVRD) à cause de la précarité d'un grand nombre d'entreprises qui offrent leurs services en tant que sous-traitants. A ce stade, on situe les accords entre entreprises de branches différentes comme le le secteur minier avec les services, les scieries et les usines de fonte, dans ce dernier cas, les contrats sont élaborés pour la production de charbon végétal. La possibilité d'exploitation de ressources naturelles permet encore de réduire les dépenses salariales ;

4. La mobilisation des travailleurs au sein de leurs associations de classe qui débattent tant des conditions du salaire que de la disparité des marchés, mais qui tissent également des alliances avec d'autres catégories professionnelles représentées à la frontière amazonienne (petits agriculteurs, pêcheurs, *garimpeiros*, etc.). De telles alliances leur ont d'ailleurs permis d'élaborer une critique et de dénoncer le système de développement encouragé par le PGC, soulignant ainsi sa nature d'exclusion et ses contradictions. Elles ont aussi contribué à formuler des réponses et des propositions comme le prouvent les procès-verbaux de réunions, de congrès et de séminaires dans toute cette région. Cette dynamique de frontière élabore, en tant qu'espace en transition, une corrélation de force et un contrôle de nouvelles relations de pouvoir.

L'impact sur les formes de segmentation du marché du travail à la frontière s'est exprimé par de nouveaux rapports de production. L'analyse qui suit est une comparaison de cette segmentation à partir de la présence des entreprises et, bien sûr, des pratiques qu'elles développent. Deux cas sont examinés :

1. la CVRD et les entrepreneurs (régime de sous-traitance, villes de Carajas et Parauapebas) ;

2. les usines sidérurgiques de production de fonte, (villes de Maraba et Açailandia). La hiérarchisation sociale résultant en partie des rapports sociaux du travail illustre le rôle joué par les programmes et les projets économiques dans la régulation du marché du travail à la frontière industrielle et, aussi, la place de la modernisation imposée par la planification.

La CVRD, en tant qu'entreprise de grande influence, organise son collectif de travailleurs selon des critères de compétence et de productivité. Recrutant une main-d'œuvre spécialisée, elle crée également un cadre fonctionnel peu courant. C'est pourquoi elle se détache, sur le marché des autres entreprises et secteurs d'activité de la région, comme étant l'entreprise qui indemnise le mieux ses employés. Ceci signifie aussi des salaires indirects, la stabilité de l'emploi et de meilleures conditions de travail. Tous les fonctionnaires de la CVRD habitent dans le Centre Urbain de Carajas, sur les hauteurs, et bénéficient du transport, de l'habitation, de l'alimentation sur le lieu de travail, de l'école pour les enfants, de l'hôpital, du club, de voyages par avion pour se rendre dans leur ville d'origine durant les vacances.

La différence apparaît encore plus manifeste dans la structure hiérarchique de pouvoir et de prestige présente aussi bien dans le milieu de travail que dans la vie privée où les mécanismes d'inclusion/exclusion se construisent à partir de la place et la fonction occupées dans la production. Cette distinction marque l'usage des espaces urbains, comme par exemple l'utilisation des services sociaux —école, hôpital, supermarché— ou des équipements collectifs de loisir —clubs, piscines, théâtre—. Il se produit ainsi des médiations et distinctions dans les rapports sociaux hors travail, entre les employés de la CVRD et ceux des entreprises sous-traitantes, en fonction de la position de chacun dans la structure du système productif local et, par voie de conséquence, de leur lieu d'habitation, à Carajas (employés de la CVRD) ou à Parauapebas (employés d'autres entreprises). Un autre clivage s'établit à l'intérieur de ceux-ci, en accord avec l'apparte-

nance à un type d'entreprise et sa réputation sur le marché. Entrent en compte le profil de qualification, la durée et le montant du contrat de prestation de service signé avec la CVRD.

La comparaison avec le type d'emploi proposé par les entreprises sous-traitantes de la CVRD montre donc comment s'établit une différenciation du marché à partir d'une grande entreprise. Les travailleurs d'autres entreprises reçoivent des bas salaires, ont des journées plus longues, dorment dans des dortoirs qui peuvent contenir jusqu'à huit lits par chambre ou dans des petites maisons, à Parauapebas.

L'analyse des procédures d'embauche, de recrutement et de contrôle de la main-d'œuvre, montre à quel point la présence de ces entreprises transforme les rapports de pouvoir à l'intérieur du marché du travail. Les entreprises engagées par la CVRD ou qui ont obtenu l'autorisation d'exploiter certains services dans leur propre branche, sont celles qui absorbent la plus grande partie de la main-d'œuvre régionale, si l'on compare avec la CVRD, bien qu'elles proposent des salaires inférieurs. Il faut absolument comprendre la logique de la relation entre l'entreprise (CVRD) et le marché du travail, son impact sur les trajectoires de certains individus et sur le processus de hiérarchisation.

Les entreprises du secteur bâtiment et services publics sous-traitants dans la phase principale de construction du Projet Fer Carajas (1988), ont embauché jusqu'à 28.000 travailleurs, tandis que la CVRD a stabilisé son personnel d'encadrement à 1855 personnes réparties de la façon suivante : Gérants (0,42 %) ; Techniciens (3,93 %) ; Supervision (14,21 %) ; Cadres (72,55 %) et Stagiaires/Apprentis (8,88 %) ; et ceci tout en embauchant 3.000 travailleurs par le biais de la sous-traitance. Par ailleurs, deux ans plus tard, on observe une progression de la sous-traitance, la CVRD ayant des contrats avec 88 entreprises totalisant 4300 employés. Le type de gestion qu'elle suit prévoit en effet une décentralisation croissante des activités, en transférant aux entreprises des attributions sur le contrôle et sur la discipline du travail, sur le recrutement et la sélection et sur les charges sociales⁸.

⁸. Si on analyse les entreprises installées depuis plus longtemps, ces observations sont confirmées. La Albras, par exemple, a influencé la (re) définition de l'espace de travail des métallurgies, en absorbant et classifiant les travailleurs. A partir de bases différenciées de procès productif et de gestion du travail, pour servir au parc industriel d'aluminium. Les conditions de salaire et de travail proposées par l'entreprise et reconnues comme plus satisfaisantes

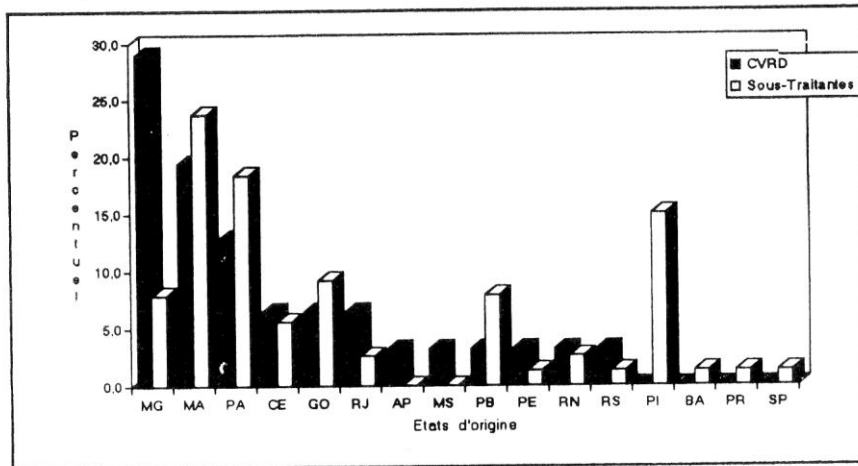
Il existe des différences significatives entre le recrutement réalisé par la CVRD et par les autres entreprises. La première a un Département des Ressources Humaines et un service de recrutement et de sélection. S'agissant de fonctions plus qualifiées, entre autres les fonctions de direction, le recrutement se fait sur un marché spécialisé en dehors de la région amazonienne, principalement dans des villes à tradition minière, comme Rio de Janeiro et Belo Horizonte Itabira et Vitoria. La CVRD a transféré des états où elle était déjà implantée, un nombre important de fonctionnaires pour occuper des postes-clés dans le but de former un nouveau collectif de travailleurs, en fonction de ses propres critères. Des données obtenues auprès de ce Département révèlent que presque 30 % de son personnel vient de l'état de Minas Gerais. A l'exception de l'état du Para (13 %) et de l'état de Amapa (3 %), les autres travailleurs venaient, en 1988, d'états autres que l'Amazonie. De la même façon, les activités dans les usines de fonte qui relèvent de formations spécialisées recrutent sur les marchés extérieurs à la région, que ce soit dans les grandes villes plus proches telles Belém et São Luis ou encore dans des centres qui ont une tradition dans le travail sidérurgique. Pour les postes moins valorisés sur le marché, le recrutement se fait sur place (tableau n° 1).

La politique de recrutement de la CVRD, définit minutieusement les critères de sélection de son personnel. J'avance l'hypothèse que sa politique d'ajustement au marché est tellement importante pour le fonctionnement de l'entreprise, étant la nature de la frontière, qu'elle finit par faire partie de l'ensemble des règles de gestion de l'entreprise. Elle considère les compétences professionnelles, mais aussi les qualités personnelles favorables à une bonne adaptation du travailleur à Carajas, où règne la philosophie de la «grande famille», sur laquelle reposent les piliers de la gestion de l'entreprise. Les rapports sociaux paternalistes sont au centre du modèle de gestion de la main-d'œuvre mais aussi de régulation et contrôle du quotidien de la «ville ouvrière», Carajas. On se retrouve, ainsi, face à une modalité d'organisation du travail qui absorbe la vie privée et la régule par le biais du contrôle du temps et des mouvements des travailleurs. A titre d'exemple, il faut avoir un passe pour sortir ou entrer dans cet espace urbain. Le principe hiérarchique est marqué par l'idéologie de la «grande famille», permet de construire des rapports très

par ce groupe, vis-à-vis du marché local traditionnel, trouvent leurs limites dans le cadre fonctionnel formé par les employés de l'entreprise.

étroits entre le travail et la famille et de minimiser les conflits dans le champ du travail. Ces structures alimentées par des relations paternalistes présentes dans les entreprises moins modernes comme celles du secteur tertiaire et dans des usines de bois et de sidérurgie⁹, persistent donc dans la grande entreprise.

Tableau n° 1 : Etat d'origine des travailleurs de la CVRD et des entreprises sous-traitantes.



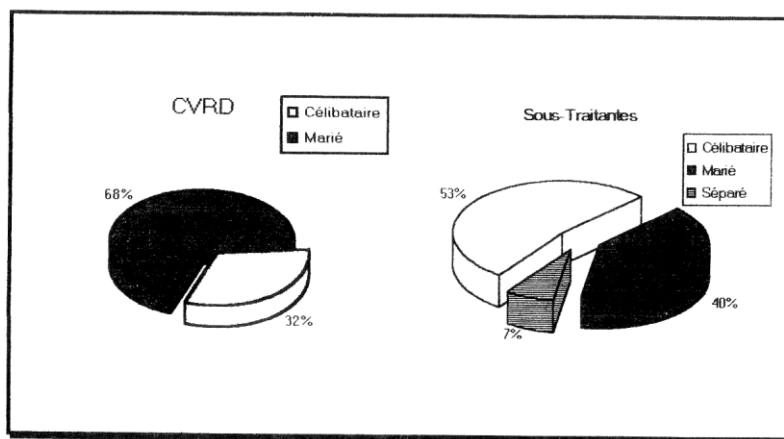
Source : *Impacto do Projeto Ferro Carajas sobre a mao-de-obra.* (Rapport de Recherche NAEA/UFPA/Belém, 1989).

Les conditions de travail offertes par la CVRD donnent la préférence à cette entreprise sur le marché. La comparaison entre le temps de travail des employés de la CVRD et celui de ses entreprises sous-traitantes ne se limite pas à montrer les différenciations dans les pratiques de recrutement mais elle apprend beaucoup sur certains déterminants du marché. La relative stabilité de l'emploi qu'elle offre est renforcée par les privilèges urbains de Carajas qui permettent de maintenir une vie de famille. Par exemple, 68 % de ses employés sont mariés contre 40 %

⁹. Le paternalisme dans ce cas est profondément marqué par les structures autoritaires de la société locale où les rapports de pouvoir se reproduisent.

dans les entreprises sous-traitantes. Les structures urbaines mises à la disposition de ces travailleurs —surtout le logement— expliquent que le recrutement n'est pas indifférent à l'état civil et/ou à la composition familiale (tableau n° 2).

Tableau n° 2 : Etat civil des travailleurs de la CVRD et des entreprises sous-traitantes.



Source : Impacto do Projeto Ferro-Carajas sobre a mão-de-obra (Rapport de Recherche/NAEA/UFPA/Bélem, 1990).

III. LES TRAVAILLEURS ET LEURS STRATEGIES DE MISE AU TRAVAIL.

Il est important de s'interroger sur la façon dont les travailleurs ont accès aux informations et comment ils entrent dans le marché du travail, plutôt que de tenter d'expliquer la production de la force de travail, y compris la mobilisation des migrants provenant d'une économie agricole. Comment se débattent-ils pour construire leurs trajectoires professionnelles ?

L'exemple de l'ouvrier métallurgique de Açailândia, dans l'état du Maranhão est riche d'enseignement. Le collectif des ouvriers a commencé à se former dès 1988, à partir du recrutement organisé par l'usine Vale do Pindaré. Les ouvriers, originaires de divers états dans leur majorité sont des migrants d'origine rurale, formés sur le tas par des ouvriers qualifiés transférés eux-mêmes par l'entreprise, depuis des régions qui ont une tradition sidérurgique. Ce sont ces conditions qui ont permis de mettre en place l'industrie et d'établir les bases d'un marché du travail local approprié.

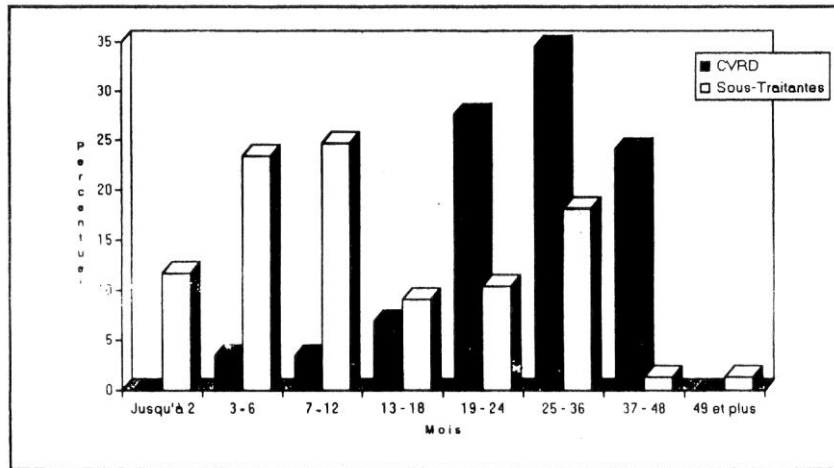
Précédant l'installation du pôle sidérurgique, les travailleurs avaient déjà envisagé les possibilités d'emplois et de carrière en tant qu'ouvrier de la métallurgie. C'était le cas de ceux qui résidaient de façon permanente à Açailândia et Marabá. Le mouvement de lutte du groupe des métallurgistes dans le pays et l'espace social et politique qu'ils avaient forgé ces dernières années alimentaient de façon positive l'imaginaire social et les espoirs de chacun.

Les analyses ont montré que ces ouvriers s'intègrent au travail de l'usine de façon marginale, non seulement parce qu'une bonne partie d'entre eux s'inscrit pour la première fois dans la condition de travailleur salarié, avec carte professionnelle et contrat de travail, ce qui représente une nouveauté, mais aussi en raison des insatisfactions qu'ils ressentent vis-à-vis des conditions de travail. Ces entreprises pourvoient leurs postes qualifiés par un recrutement de travailleurs venant de loin et elles ont donc intérêt à les protéger par le biais salarial (direct et indirect), tandis que la majorité des employés est soumise à des conditions de travail qui les renvoient à la recherche d'autres usines ou types de travail. Le marché offre des espaces limités pour l'emploi formel et la construction de carrières. Dans les argumentations des syndicalistes, ces entreprises de fonte entretiennent donc une relation «du dehors» avec l'identité métallurgique formée historiquement dans les processus de lutte de classe, au niveau national. Elles profitent de l'instabilité et des turbulences de cet espace frontière pour payer des bas salaires et réduire les charges sociales. Dans ce cadre, les représentations qui s'étaient construites sur la carrière métallurgique s'effacent devant une réalité plus dure.

Si la précarité de l'emploi se traduit au niveau des salaires directs et indirects et par l'absence de perspective de carrière, les conditions de travail, imposées par les procédés techniques sont elles-mêmes difficiles : températures élevées, poussière, danger, comme beaucoup d'entre eux le commentent. Le taux le plus élevé de rotation concerne la main-

d'œuvre la moins qualifiée. Dans l'une des usines, la moyenne mensuelle de sorties et d'entrées était de quarante ouvriers, sur un total de deux cents travailleurs ; celle de permanence dans l'usine était de trois mois (tableau n° 3).

Tableau n° 3 : Temps de travail dans la CVRD et dans les entreprises sous-traitantes.



Source : op. cit.

Bien que le travail salarié apparaisse comme le modèle dominant, les usines de fonte reproduisent à une échelle plus grande une activité qui faisait auparavant partie de l'économie paysanne, comme complément de subsistance. Il s'agit de la production de charbon végétal utilisé dans le procès sidérurgique. Elle est soumise à la gestion capitaliste des usines malgré une production décentralisée. Les fours de cuisson du charbon —appelés *rabo quente*—, de modèle traditionnel sont installés dans les cours des scieries ou des *fazendas*, à proximité de la forêt. Les relations de travail qui l'on y trouve ne prennent pas toujours la forme salariée même celle de paiement en nature, comme le système d'*aviamento*. S'appuyant sur les bases de l'«économie extractive» elles constituent un circuit parallèle et provisoire qui se caractérise par la précarité du travail.

L'un des points à souligner est que l'offre d'emplois est réduite par rapport au flux de travailleurs dans ce secteur. De plus, la pratique exigée par la division technique du travail n'est pas reconnue par l'entreprise en tant que qualification et n'est pas intégrée à la valeur de la main-d'œuvre. Les salaires sont bas et les travailleurs doivent avoir d'autres activités qui complètent les revenus de la famille ; il faut d'ailleurs y inclure le travail des enfants mineurs.

Malgré le constat que je viens de faire sur la précarité des emplois offerts par les entreprises, celles-ci jouent un rôle important dans la dynamique du marché du travail. Les usines sidérurgiques comme les entreprises de services liées à la CVRD ont structuré le marché du travail de Maraba, de Parauapebas et d'Açailândia par leur présence importante, surtout dans la mesure où elles représentent le marché formel. Elles comptent, de plus, sur la représentation favorable que se font les travailleurs qui associent développement et travail salarié. L'emploi est une finalité pour ces individus qui se déplacent. Il existe pourtant, chez les travailleurs, un rêve de modernisation qui se traduit par la relation au travail. Cette association entre le « moderne » et le travail sidérurgique, symboles pour eux de progrès et de rapprochement avec le marché de l'emploi d'autres villes industrialisées, représente des alternatives de migration qu'ils ont éventuellement vécues ou rêvées. Les résultats de la recherche ont montré que la plupart des hommes qui vivaient en 1990 dans le District Industriel de Açailândia -Piquia- avaient déjà travaillé dans l'une des usines qui y sont installées.

Dans la vision des travailleurs, le « roulement » est « l'une des facettes du travail métallurgique » et traduit, en même temps, une possibilité de travail pour eux, lorsqu'ils transitent dans les régions de frontière. Ainsi s'exprimait un aide fondeur, en se définissant comme « homme de l'espace », ce qui signifiait que « aller et venir est plus fréquent que rester ». Cette dimension doit être perçue non pas isolément, mais comme élément d'un ensemble formé par l'accumulation d'informations sur le marché du travail. Bien que le roulement dépende de divers facteurs, y compris de la politique de l'entreprise, nous tenons à souligner le fait qu'elle présente, à la frontière, une nature particulière, dans le sens où elle traduit plus nettement un caractère provisoire de l'emploi. Malgré les contestations que j'ai pu relever aussi bien de la part des entreprises que des travailleurs à propos de ce rythme accru de « roulement », l'embauche est dynamique et le recrutement se transforme donc en une activité continue. Les entreprises divulguent leurs besoins de main-d'œuvre parmi les travailleurs ou les affichent à l'entrée de l'usine.

Toutefois, les informations sur le monde du travail, sur la qualité de l'emploi, sur les salaires et les conditions de travail, obéissent à des circuits particuliers structurés sous forme de réseaux. Les travailleurs développent des mécanismes d'informations sur les occasions de travail. Ils recréent leurs propres perceptions de ce qu'est un « bon » travail par rapport aux marchés de la région et aux besoins de subsistance (individuelle ou familiale), représentation qui intègre leurs pratiques et influence leur comportement dans le marché du travail.

Comment ces informations sont-elles transmises et quelle est leur fonction réelle ? L'ensemble de cette connaissance accumulée dépasse de loin l'espace urbain et celui de la municipalité. Les informations se transmettent à long terme. Pour les communications plusieurs moyens sont utilisés : lettre, téléphone ou contacts personnels. Ces réseaux se constituent en tant qu'« élaborations informelles » qui répondent à des besoins variés, qui vont du fait de trouver un travail, évaluer l'évolution de sa trajectoire professionnelle et/ou géographique jusqu'à l'élaboration de stratégies d'ascension sociale, familiale ou individuelle.

Ce réseau fonctionne grâce à quelques éléments structurés, parmi lesquels les relations familiales et de voisinage, de même que le lieu d'origine (en général, dans le cas de petites communautés où les liens de parenté et d'amitié sont essentiels). Ils jouent un rôle fondamental par leur relative efficacité et s'appuient sur des dimensions objectives et subjectives pour se mettre en place. Les travailleurs savent, par exemple, que le temps passé dans un centre urbain est essentiel pour décrocher un premier emploi salarié et que la durée de cette activité comptera lors d'une embauche ultérieure pour de meilleures conditions de salaire et de travail. Bien qu'elle soit tout à fait informelle, l'efficacité de ces réseaux d'information est reconnue par les agences de recrutement et par les entreprises elles-mêmes.

La compréhension de cette réalité exige une réflexion particulière sur les pratiques sociales, économiques et culturelles qui forment l'essence des expériences de ces ouvriers de première génération.

CONCLUSIONS

L'industrialisation en Amazonie, avec l'implantation de grands projets qui l'accompagne provoque des changements socio-économiques à travers l'expansion du salariat. Les discussions dans certaines sphères – techniques et scientifiques – à propos de cette évolution, abordent de façon trop superficielle la nature de cette relation salariale. Le résultat consiste ainsi à réaffirmer les valeurs établies sur le discours même des entrepreneurs et de l'Etat qui associent le «développement» à la «quantité d'emplois» qu'ils ont créés sur ce marché. Cependant, plusieurs dimensions de la problématique ne sont pas saisies.

Ainsi la complexité des rapports sociaux qui se cachent sous la dénomination superficielle de «processus d'industrialisation» mérite d'être analysée. Dans cette optique l'analyse du développement des procès techniques et de gestion du travail peut constituer un outil pour la compréhension des domaines concernés : hiérarchisation et différenciation sociale, constitution d'un nouveau champ de pouvoir, action des groupes d'acteurs qui évoluent en tant que sujets sociaux, à ce moment particulier où la frontière est mouvante.

Sur le plan de la technologie, les sidérurgies et les usines de bois utilisent des moyens dépassés, obsolètes. La gestion patronale s'organise aussi à partir de rapports qui rendent possible une exploitation accrue de la force de travail. Les grands équipements avec contrôles électroniques destinés à des phases préliminaires de transformation industrielle, comme ceux qu'utilise la CVRD dans le secteur minier, s'associent par le biais du PGC, aux formes traditionnelles présentes dans le bois et la sidérurgie.

Il faut donc dépasser cette démarche quantitative et construire une problématique qui puisse interroger la nature même du travail produit par ce processus d'industrialisation sur la frontière et les changements hors travail, dans la famille et son entourage. C'est-à-dire qu'il faut incorporer à l'analyse objective, les dimensions symboliques des rapports sociaux. Cette démarche sur les représentations pourra engendrer des hypothèses, importantes pour la compréhension de la dynamique qui organise le champ du pouvoir soit à l'intérieur de l'entreprise, soit dans la société régionale. Elle permet aussi de formuler des hypothèses sur les nouvelles dynamiques qui structurent et hiérarchisent les relations sociales dans la région du Carajas.

J'ai essayé d'attirer l'attention dans cet article sur la complexité des problèmes qu'implique ce mode d'intervention des entreprises sur l'espace social amazonien, particulièrement la CVRD. Ces entreprises sont aussi bien présentes sur le marché du travail où elles ont un rôle régulateur que dans le hors travail. Dans ce cas là, leur présence est manifeste dans la hiérarchisation et dans les nouveaux rapports de pouvoir. L'interaction entre les pratiques institutionnelles et informelles révèle des stratégies multiples et un grand effort de la part de la majorité des travailleurs, même des salariés, pour se construire des conditions minimales d'existence physique et sociale.

Cette perspective permet de questionner l'industrialisation sous deux angles. Le premier se réfère à la construction de catégories capables d'expliquer ce processus. Ainsi, en ayant recours à la production de concepts et de constructions théoriques pour appréhender ce monde du travail, bouleversé en Amazonie par les projets industriels, il faut, dans un premier temps, comprendre les situations sociales et les intérêts des différents acteurs qui participent à la construction des nouveaux enjeux politiques. Le deuxième, c'est que, dans une certaine mesure, la modernisation provoquée par l'industrialisation entraîne des contradictions qui sont ignorées par les instances du PGC et l'Etat, comme par exemple les coûts sociaux et écologiques liés à ce type de processus.

*
* *

BIBLIOGRAPHIE

BECKER, Berta et all : *Fronteira Amazônica : questão sobre a gestão do território*. UnB/UFRJ. Brasília/Rio de Janeiro, 1990.

CASTRO, Edna : «Resistência dos atingidos pela barragem de Tucuruí e construção de Identidades». *Cadernos NAEA*, n° 10, NAEA-UFPA. Belém, 1989.

CASTRO, E. et all. : *Exploração Mineral na Amazônia e Transformação nas Relações de Trabalho na área do Programa Grande Carajás*. (Rapport de Recherche). NAEA/UFPA. Belém, 1990.

CASTRO, Edna : «Grande Carajás : nascimento de um polo guseiro em Açailândia, Maranhão». *Revue Cadernos do CEAS*, n° 142. Salvador, 1992.

CASTRO, E. et ACEVEDO, R. : «L'Etat et le pouvoir local : la dynamique des transformations dans l'Amazonie brésilienne». : REVEL-MOUROZ, J. (Coord.) *Pouvoir Local, regionalismes, décentralisation. Enjeux territoriaux et territorialité en Amérique Latine*. IHEAL/CNRS. Paris, 1989.

CVRD. Presidencia da Republica : *A Amazonia Oriental : um projeto nacional de exploração*. Rio de Janeiro, 1980.

FERREIRA, Candido G. «O processo de Trabalho na Industria Siderurgica. Uma tentativa de caracterização geral», *Anais do Seminario Interdisciplinar Padroes tecnologicos e Politicas de gestão : processos de Trabalho nas industrias brasileiras*. USP/FEA/UNICAMP. São Paulo, 1988.

FIORI, José : *Sonhos Prussianos. Crises brasileiras. Leitura politica de uma industrialização tardia*. : Ensaio FEE. Porto Alegre, 1990.

HALL, Anthony : *Amazonia: desenvolvimento para quem ? Desmatamento e conflito social no Programa Grande Carajás*. Zahar Ed. Rio de Janeiro, 1991.

HIRATA, H. & SUGITA, K. : «Politique Paternaliste et division sexuelle du travail : le cas de l'industrie japonaise», *Le Mouvement Social*, n° 144, juillet-sept. Paris, 1988.

KOHLHEPP, Gerd. *Homem e natureza na Amazonia*, Simposio Internacional e Interdisciplinar, ADAP, Tubingen, 1987.

LAUTIER, B. et, MARQUES-PEREIRA, J. : «Représentations Sociales et constitution du marché du travail». GREITD, Paris, 1993.

MAGALHAES, S. : «Exemplo de Tucurui. Uma politica de Relocação em contexto», *As Hidrelétricas do Xingu e os Povos Indigenas*. Com. Pro-Indio. SP, 1988.

MOUGEOT, Luc : «O Reservatorio da Usina Hidroelétrica de Tucurui, Para, Brésil», *Tubingen Geographische Studien*, Tubingen, 1987.

SUDAM/UFMA : *Necessidade de Treinamento de Mão de Obra em areas de influencia do Programa Grande Carajas*, São Luis.